

examiné sa position au sein du Commonwealth, et repensé son désir de voir tout le monde traité sur le même pied, estime que c'était une attitude intelligente à prendre pour le moment.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, sans désapprouver de tout cette dernière déclaration de l'honorable représentant, puis-je lui demander, afin de compléter le dossier, de fournir à la Chambre les noms des pays qui étaient parrains de la résolution en question?

L'hon. M. Martin: Avec plaisir.

LES PÉNITENCIERS

SAINT-VINCENT-DE-PAUL—ATTAQUE D'UN PRISONNIER PAR DES GARDES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de la Justice s'il est maintenant en mesure d'informer la Chambre du résultat de l'enquête menée par le commissaire des pénitenciers dans l'affaire de l'attaque d'un prisonnier de Saint-Vincent-de-Paul par des gardes, quelques jours après une émeute, cette enquête ayant été fortement recommandée par un juge des tribunaux du Québec?

L'hon. Lionel Chevrier (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, la semaine dernière, je suis venu à la Chambre avec une déclaration à ce propos. Le texte en est long, beaucoup trop pour que j'en donne lecture. Cependant, si la Chambre y consent, je peux l'apporter demain et le déposer. C'est une réponse à la position prise devant les tribunaux, à Montréal. Sauf erreur, l'honorable représentant veut parler de l'affaire Gunn?

M. Winch: En effet. Alors, le texte sera déposé demain?

L'hon. M. Chevrier: S'il y a consentement unanime, je serai prêt à le déposer demain.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: Entendu!

LA DÉFENSE NATIONALE

SUPPRESSION DES ALLOCATIONS POUR BILLETS D'AUTOBUS DANS LES ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, le 23 octobre, comme l'atteste la page 4123 du hansard, j'ai posé une question au ministre associé de la Défense nationale au sujet de la suppression des allocations pour billets d'autobus à la base navale de Point-Edward. Le ministre est-il

[L'hon. M. Martin.]

aujourd'hui en mesure de le confirmer, ou les employés voient-ils effectivement leur traitement réduit par le gouvernement?

L'hon. Lucien Cardin (ministre associé de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, on me fait savoir qu'à partir du 1^{er} novembre, l'allocation pour billets d'autobus sera supprimée à la base navale de Point-Edward, afin d'assimiler nos méthodes à celles de l'industrie. En ce qui concerne la réduction de salaires, ce n'en est pas une évidemment. Sauf erreur, le ministère du Travail révisé périodiquement le taux des salaires versés à ces bases.

LES SUBSIDES

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances) propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

ABANDON DES PROJETS ET INSTALLATIONS

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je désire prendre part au débat d'aujourd'hui en raison de la situation qui règne actuellement au Canada, situation qui suscite l'attention générale et au sujet de laquelle un examen s'impose ici à la Chambre. J'espère entamer un débat sur un sujet qui suscitera un vif intérêt chez tous les députés. En qualité de Canadiens, nous nous inquiétons, et à juste titre, du prestige du Canada à l'étranger. Ce prestige n'a jamais atteint un niveau si bas qu'aujourd'hui. Quand on en est rendu à lire dans les journaux étrangers que le gouvernement actuel ressemble à un navire sans gouvernail, il est grand temps, il me semble, que le Parlement examine la situation. Il est regrettable vraiment que les étrangers qui jettent un coup d'œil sur notre pays trouvent à redire à ce que nous faisons et clament un peu partout dans les journaux que le gouvernement de notre pays est inapte à accomplir le travail qu'on est en droit d'attendre du gouvernement du Canada. Il s'agit là, certes, d'une chose très grave.

Le prestige du gouvernement à l'intérieur du pays est un autre sujet de profonde inquiétude. Il n'y a pas de doute qu'un mécontentement général se dessine au pays à l'égard du gouvernement actuel. Presque tous les journaux y vont actuellement de leurs commentaires, qui sont loin de faire honneur au gouvernement. Je n'ai pas l'intention de donner lecture des commentaires qui ont paru dans les journaux à ce sujet, pas même de celui qui paraissait dans la livraison de samedi dernier du *Star*, de Toronto. Toutefois, lorsqu'un journal aussi étroitement relié au parti libéral que le *Star*, de Toronto, se voit forcé d'adopter une attitude de ce genre, tous les Canadiens se doivent, à mon sens, de remettre en question la ligne de conduite du gouvernement.